

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

Chemin du Roy
76170 Lillebonne

Références : 20260304_ALFI_CessationPartielle-PAC
Code AIOT : 0005801558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté Chemin du Roy 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite au courrier de notification de cessation partielle d'activité du 06 mai 2024 comprenant une demande de report de réhabilitation et des opérations de détermination de l'usage futur ainsi qu'au porter à connaissance du 20 mai 2024 relatif à la réduction de la quantité d'hydrogène stockée (passage du régime de l'autorisation au régime de déclaration)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

- Chemin du Roy 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005801558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) exploite à LILLEBONNE un site de stockage de gaz industriels. Ce site constitue une base logistique pour les clients du bassin industriel. Aucune activité de production, conditionnement, alimentation de canalisation de transport n'y est exercée. Suite à une cessation partielle d'activité (2024) , le site est classé sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4715 (stockage d'hydrogène).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181.46	Sans objet
2	EDD	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181.46	Sans objet
3	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.9	Sans objet
4	Dossier Installations classées	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.5	Sans objet
5	Distance d'implantation	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article annexe I 2.1.2	Sans objet
6	Registre entrée-sortie	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article annexe I 3.5	Sans objet
7	Distance des substances inflammables ou comburantes avec l'hydrogène	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article annexe I 3.7	Sans objet
8	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la cessation partielle de l'activité est bien effective sur le site. La quantité d'hydrogène stockée sur le site est inférieure à 1 tonne et stockée en cadre de bouteilles uniquement (pas de stockage sur semi-remorques). L'inspection propose à l'exploitant un projet d'arrêté complémentaire actant ces modifications ainsi que le report de réhabilitation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181.46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant a transmis un porter à connaissance par courrier du 20/05/2024 portant sur la diminution de la quantité d'hydrogène stockée sur le site (inférieure à 1 tonne) ainsi que sur le stockage temporaire de bouteilles de CO₂ purgées.

Par courrier daté du 06 mai 2024, l'exploitant a transmis la notification de cessation partielle d'activité comprenant une demande de report de réhabilitation et des opérations de détermination de l'usage futur.

Les activités arrêtées sont les suivantes :

- stockage d'ammoniac 4735-2-b
- installation de transit de déchets de métaux non dangereux 2713-2

Par conséquent, l'exploitant change de régime de classement et passe du régime de l'autorisation au régime de la déclaration (pour la rubrique 4715).

L'exploitant n'a pas déposé de dossier de télédéclaration, ni demandé à ce que les installations soient gérées suivant les règles de procédure de la télédéclaration.

Par conséquent, l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004 reste applicable. Toutefois les prescriptions relatives aux activités arrêtées notamment le stockage d'ammoniac ne sont plus applicables.

L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire en ce sens.

L'inspection informe l'exploitant que :

- les règles de procédures restent celles de l'autorisation
- le régime des installations est celui de la déclaration
- l'arrêté ministériel du 12 février 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715 s'applique sous réserve des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'inspection a constaté sur le terrain :

- l'absence de stockage d'ammoniac 4735-2-b
- la présence de cadres de bouteilles d'hydrogène en quantité inférieure à 1 tonne (voir point de constat n°6).
- le stockage temporaire de bouteilles de CO₂ purgées. L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'élimination de ces bouteilles est prévue progressivement selon la capacité de l'usine Air liquide

destinataire à les traiter, le traitement consistant à détruire le robinet puis ferrailler la bouteille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : EDD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R181.46

Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'effets

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant indique dans son porter à connaissance du 20/05/2024 que les modifications n'engendrent pas de modification sur l'étude de danger du site.

Or des zones d'effets sortant du site ont été identifiées dans cette étude de danger ainsi que dans le porter à connaissance du 30 juin 2016 relatif au changement de mode de stockage de l'hydrogène gazeux.

Compte-tenu de la suppression du stockage de l'ammoniac sur site et de la diminutions la quantité d'hydrogène, les prescriptions annexées à l'arrêté du 17 mai 2004 doivent être modifiées :

- suppression des articles :

1.2, 2.1.2 (prescriptions spécifiques au stockage d'ammoniac),
4.1 (zones de dangers),
4.2 (informations des tiers),
4.6.3 (équipements de protections individuels),
7.1 (valeurs limites de bruit),
7.3 (mesure de bruit)

- suppression de l'annexe

- modification de l' article 1.1 (conformité des installations)

L'inspection transmet à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intégrant ces modifications.

Par ailleurs, l'exploitant confirme à l'inspection des installations classées que le mode de stockage de l'hydrogène présenté dans le porter à connaissance du 30 juin 2016 (stockage en semi-remorques constitués de récipients en forme de tubes assemblés mécaniquement et reliés entre eux sur un châssis de remorque routière.) est abandonné. L'établissement stocke l'hydrogène exclusivement en cadre de bouteilles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.9

Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt partiel d'activité

Prescription contrôlée :

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant son arrêt définitif. L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt,
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets,
les mesures prises ou envisagées pour la dépollution des eaux et sols éventuellement pollués.
les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Constats :

L'attestation, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité a été émise le 04/12/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier Installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit,
- les documents prévus aux points 3.3, 3.5 et 4.4 du présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la précédente inspection (31/01/2024) , l'exploitant avait présenté un devis daté du 30/01/2024 pour la réalisation du plan à l'échelle des installations. L'inspection constate que le plan a bien été réalisé. L'exploitant a transmis ce plan à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Distance d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article annexe I 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, AMPG 4715
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée à une distance d'au moins : - si elle est située à l'air libre ou sous auvent, à 8 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment, - si le local contenant l'installation est fermé, à 5 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment. Les distances de 8 à 5 mètres entre le bâtiment et le stockage de récipients d'hydrogène gazeux ne sont pas exigibles s'ils sont séparés par un mur plein sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres et prolongé du stockage par un auvent construit en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1 heure, d'une largeur minimale de minimale de 3 mètres en projection sur un plan horizontal. Ce mur doit être prolongé de part et d'autre et du côté du stockage par des murs de retour sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 1 heure, d'une hauteur de 3 mètres et d'une longueur de 2 mètres au moins.
Constats : L'inspection a constaté sur le terrain que les cadres de stockage d'hydrogène sont stockés à l'air libre et implantés à 8 mètres minimum des limites de propriété et de tout bâtiment. <u>Cette prescription est issue de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 4715.</u> Ce point a également été vérifié sur le plan à l'échelle transmis par l'exploitant le 06 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre entrée- sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article annexe I 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, AMPG 4715
Prescription contrôlée : La quantité d'hydrogène présente dans les installations doit pouvoir être estimée à tout moment à l'intention de l'inspection des installations classées et des services de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités

de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection son registre entrée-sortie. La quantité d'hydrogène présente sur le site le jour de l'inspection est de 960 kg (inférieur à 1 tonne). Néanmoins l'inspection constate que le seuil de 2 tonnes est toujours indiqué dans la colonne « quantité autorisée » contrairement à ce que l'exploitant a indiqué dans son porter à connaissance du 20/05/2024. L'exploitant a transmis son registre corrigé le 6 mars 2026 afin d'être cohérent avec son porter à connaissance et de s'assurer de ne pas dépasser le seuil de l'autorisation (1 tonne).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Distance des substances inflammables ou comburantes avec l'hydrogène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article annexe I 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, AMPG 4715
Prescription contrôlée : Des substances non inflammables et non comburantes peuvent être stockées dans le local ou sur l'aire de stockage de l'installation. Des substances inflammables ou comburantes peuvent être stockées dans le local ou sur l'aire du stockage de l'installation si elles sont séparées des récipients d'hydrogène : - soit par une distance de 8 mètres (distance portée à 20 mètres par rapport aux récipients d'hydrogène liquide), - soit par un ur plein sans ouverture présentant une avancée de 1 mètre, construit en matériaux de caractéristique coupe-feu de degré deux heures, s'élevant jusqu'à une hauteur de 3 mètres ou jusqu'à la toiture sauf indications plus contraignantes d'une autre réglementation.
Constats : L'inspection a constaté sur le terrain l'absence de substances inflammables ou comburantes à moins de 8 mètres de l'aire de stockage des cadres d'hydrogène. <u>Cette prescription est issue de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 4715.</u> Ce point a également été vérifié sur le plan à l'échelle transmis par l'exploitant le 06 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Des extincteurs appropriés aux risques encourus sont également disponibles sur le site en nombre suffisant :

- 1 extincteur à eau pulvérisée de 5 litres,
- 1 extincteur de CO2 de 9 kg
- 7 extincteurs à poudre polyvalente (ABC) de 9 kg
- 2 extincteurs à poudre polyvalente (ABC) de 50 kg

Le site dispose de 2 robinets d'incendie armés.

Deux poteaux incendie avec prises de diamètre 100 mm sont situés à l'intérieur du site.

Constats :

L'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif à la rubrique 4715 prescrit à minima un extincteur à poudre de 50 kg ainsi qu'un 1 robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service.

L'inspection a constaté sur le terrain la présence de l'extincteur à poudre 50 kg à proximité du stockage d'hydrogène. Par ailleurs l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'intervention relatif à la dernière vérification des extincteurs effectuée le 12/11/2025. L'inspection constate que le nombre d'extincteur est conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral.

Nota : les prescriptions relatives aux RIA et poteau incendie n'ont pas été contrôlées.

L'article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 17/05/2004 n'est pas modifié.

Type de suites proposées : Sans suite